

EUROPE : D'ACCORD POUR N'AVOIR AUCUNE IDÉE

S'il est un espace politique où la « recomposition » est déjà effective, c'est bien l'Union européenne. Au Parlement de Strasbourg, les députés socialistes élus par les Français ont approuvé l'an dernier la nomination d'une Commission (l'exécutif de l'UE) dirigée par Jean-Claude Juncker, tête de liste du Parti populaire européen (PPE) qui regroupe les conservateurs, parmi lesquels les élus français des listes LR. Yves Bertoncini, directeur de l'Institut Jacques-Delors, décrit donc un « *bloc central* composé des conservateurs, des

sociaux-démocrates et des libéraux, faisant face aux extrêmes », au sein duquel « *tout le monde est peu ou prou en faveur d'une Europe sociale et fiscale en interne et d'une Europe puissante sur la scène mondiale* »... Ce qui, à l'évidence, ne suffit pas à constituer un programme ! Résultat, si les socialistes et les conservateurs français votent souvent ensemble, ils ânonnent tout aussi régulièrement les mêmes lieux communs. Face à la menace agitée par le gouvernement britannique de quitter l'Union européenne (dit « Brexit »), les déclarations des leaders sont étrangement parallèles et dénuées d'ambition.

Ce « *bloc central* » est donc un ventre mou, où même Alain Juppé apparaît comme un franc-tireur lorsqu'il professe sur son blog que le Brexit permettrait d'ouvrir « *un débat fondamental*

que nous éludons volontiers parce qu'il nous dérange tous », comme le processus d'intégration « *où nous sommes allés trop loin* ». L'audace discrète du maire de Bordeaux met en lumière la véritable éclipse de la pensée politique française sur l'Europe. A gauche, même désert intellectuel, mis à part l'économiste Thomas Piketty et sa proposition d'une « *conférence des pays de la zone euro sur la dette* », dans la perspective d'un allégement drastique de ce boulet, et d'une « *chambre parlementaire de la zone euro* » injectant, enfin, de la démocratie là où règne la pensée unique... ■ H.N.

RÉFUGIÉS : TOUS DERRIÈRE MERKEL

Le dossier le plus chaud de l'Union européenne, la crise des réfugiés (1,4 million de personnes pourraient avoir demandé l'asile européen en 2015 et 2016), n'est géré ni à Bruxelles (chef-lieu de la Commission), ni à Strasbourg (siège du Parlement), mais à la chancellerie allemande, à Berlin. C'est Angela Merkel qui règle le débit du flux. En juillet, elle avait lancé « *Venez !* » aux Syriens qui avaient pris la route du Nord... Le 15 décembre, elle annonçait la réduction prochaine, le 14 décembre, devant le congrès de son parti, la CDU, soit plus de trois semaines après que Manuel Valls se fut exclamé : « *Nous ne pouvons plus accueillir de nouveaux réfugiés. Ce n'est pas possible !* »

Pour l'essentiel, les hommes politiques du centre et de la gauche semblent bégayer le même discours sur les questions d'immigration. « *Lorsqu'on regarde les propositions de gauche et de droite, explique Yves Bertoncini, on est frappé par*

ON DEVRAIT POUVOIR S'ACCORDER SUR UNE POLITIQUE D'HUMANITÉ ET FERMETÉ

**OU ALORS
HUMANITÉ MAIS
FERMETÉ**

**FERMETÉ MAIS
HUMANITÉ ALORS
OU OU ALORS
LE CONTRAIRE**



la similitude des propos : c'est oui aux demandeurs d'asile dans la limite des 28 000 annoncés, non aux illégaux, et rétablissement des contrôles à la frontière française tant qu'il n'y aura pas de contrôles efficaces à celles de l'UE, en Grèce notamment. »

En France, ce n'est guère plus clivant : Jean-Pierre Raffarin propose d'accueillir les migrants dans les villages. Un dispositif que s'est empressé d'utiliser Bernard Cazeneuve, avec un succès mitigé. Le ministre de l'Intérieur s'est aussi inscrit dans les désastreux accords du Touquet, signés en 2003 par Nicolas Sarkozy, qui sont à l'origine de la création d'un immense campement sauvage de migrants à Calais. François Hollande comme la droite européenne ont accepté les « *quotas* » de réfugiés obligatoires pour soulager l'Allemagne.

La encore, la question d'une révision drastique des politiques générales d'immigration des pays membres est mise sous le tapis. ■ H.N.

DROITE L'INSTINCT PRIMAIRE ET LE COMPORTEMENT SECTAIRE

Les ex-UMP entrent en année primaire. Les 20 et 27 novembre 2016, les sympathisants de la droite et du centre choisiront leur candidat à la présidentielle 2017. Un exercice inédit pour ces bonapartistes, qui freine, bien entendu, toute initiative transpartisane. En 2016, la droite va donc plus que jamais se regarder le nombril, s'adresser à ses seuls sympathisants, voire même au « *fond de cuve* », comme on appelle la base ultraradicalisée des Républicains. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le seul des ténors de l'opposition à tendre la main au gouvernement est Jean-Pierre Raffarin, ancien Premier ministre notoirement dénué de toute ambition présidentielle.

LE CAILLOU DE FILION

On l'a déjà oublié, mais la violence est inscrite dans l'empreinte génétique de cette primaire. Ce processus de sélection interne est l'enfant des régionales de 2010, une défaite à plate couture pour le parti de Nicolas Sarkozy. Vingt et une des 22 régions sont alors remportées par la gauche. A l'époque, après avoir soumis son gouvernement à un supplice chinois - la menace d'un remaniement imminent qui courut plus de six mois -, Nicolas Sarkozy choisit de ne pas changer grand-chose. François Fillon est maintenu à Matignon et le principal bouleversement concerne le parti présidentiel, encore basé près de l'Elysée, rue La Boétie. Jean-François Copé est installé à sa tête, comme secrétaire général, en lieu et place de Xavier Bertrand appelé, lui, au gouvernement. Pour une fois, Nicolas Sarkozy n'a pas écouté son « mauvais génie » Patrick Buisson, qui s'est élevé contre une telle nomination, arguant, clairvoyant, qu'elle

déboucherait inéluctablement sur une guerre Copé-Fillon. Après la présidentielle 2012 perdue, la prédiction a tôt fait de se concrétiser. Les frères ennemis de la droite se déchirent dans un combat d'une violence d'autant plus débridée qu'elle est captée vingt-quatre heures sur vingt-quatre par les chaînes d'info. L'ancien Premier ministre va même, traumatisme dont l'onde de choc s'éteint à peine trois ans plus tard, jusqu'à créer un éphémère groupe dissident à l'Assemblée. Spectateur et parfois acteur, dans l'ombre de Jean-François Copé, de ce combat sans merci, Nicolas Sarkozy y trouve prétexte, lui le pseudo-retraité de la politique, à un retour dans l'arène. Au nom, bien sûr, de l'intérêt supérieur du parti... Mais, au passage, François Fillon, le perdant, a placé un gros caillou dans la chaussure du revenant. En échange de sa capitulation pour la présidence de l'UMP, le Sarthois a obtenu du maire de Meaux cette petite révolution pour la droite : l'organisation d'une primaire ! Et l'ancien président de la République, pourtant très réticent, doit s'y résoudre... Voilà désormais le parti de Nicolas Sarkozy au pied du mur. Qu'il réitère ses bassesses de 2012 et il se disqualifiera pour la présidentielle. « *Toute la question est de savoir si on copie la primaire PS de 2006 ou celle de 2011* », entend-on dans les rangs assez peu serrés des Républicains où l'on penche tout de même pour la première des hypothèses. La plus saignante. Avec le psychodrame Morano, l'éviction retentissante de Nathalie Kosciusko-Morizet, les passes d'armes Juppé-Sarkozy, reflet d'un réel déchirement sur la ligne à adopter, 2015 n'aura finalement été qu'une année d'entraînement. ■ s.a.